

Madame la ministre.

Le cas échéant nous vous aurions remerciée d'assister à ce dernier Cneser de la mandature (NDLR : *si vous étiez venue*), combien symbolique de ce que vous représentez : l'exclusion, la captation des moyens publics, la violence sociale.

Car à l'issue de la vague « trouve ton master », nous commençons à mesurer la détresse des nombreux étudiants et nombreuses étudiantes qui, pour un parcours un peu différent, parfois simplement pour une 3^e année de licence en Erasmus, se retrouvent éjecté-es de tous les masters auxquels ils ou elles pensaient pouvoir prétendre : bons résultats, mais pas dans le moule, moule souvent taillé pour favoriser l'endo-recrutement de crainte que les étudiant-es locaux aient des difficultés à trouver autre chose. Bel exemple d'efficacité : combien d'heures passés sur des dossiers - soi-disant identiques partout mais en réalité demandant plein de choses différentes et des heures de rédaction - auront-elles été perdues ? Y aurait-on vu une opportunité de remplir avec ces brillante-s recalé-es les masters enseignement, fut-ce avec des personnes qui n'en veulent pas, seule option pratiquement laissée aux rectorats pour exercer leur devoir de proposition d'alternatives.

Et ça ne devrait que s'aggraver : à ce CNESER, nous allons parler du premier désengagement d'EPE, la sortie de l'université Grenoble Alpes vers un « grand établissement », qui s'affranchit des règles de l'université, à commencer par le coût des formations, leur cadre national, la démocratie, les frais d'inscription, la sélection des étudiant-es (*voir la déclaration SudRe à ce sujet, ci-après*). Ce n'est que le début, cette sortie d'EPE qui était prévisible dès la mise en place du dispositif : il n'y aura bientôt plus une seule université de recherche dans ce pays (à part peut-être Lyon, pour des raisons indépendantes de sa volonté).

Votre ministère, Madame, entend aller plus loin que ses prédécesseurs en consommant la casse du service public de recherche. Nul besoin d'être grande analyste pour comprendre que c'est sa structuration qui permet à la recherche nationale de se maintenir à un rang honorable malgré un financement ridicule. Mais bizarrement, votre chargé de mission, issu en un autre temps du cabinet Péresse, ne semble pas s'être posé la question.

Alors oui, vos idées de transférer toute la capacité de recherche aux universités, dont les enseignant-e-s chercheuse-s resteront écrasé-es par leur charge d'enseignement faute de recrutement, et qui sont dans l'incapacité de gérer les questions d'aménagement du territoire, ne peuvent conduire qu'à un effondrement dans de nombreuses disciplines. Lorsqu'on compare avec des structurations différentes, il conviendrait de mettre les financements en regard, toutes sources de financement confondues. Baste, que vaut un service public face à la soif de pouvoir de potentats locaux ?

Mais qu'attendre d'autre d'un gouvernement, auquel vous participez donc en plein, Madame la ministre, qui pour le seul bénéfice des marchés financiers multiplie les sources de violence sociale en n'apportant que la violence policière en réponse aux revendications légitimes qui s'expriment ? violences policières qu'on retrouve sur les campus, déménagés de force – parfois avec des violences physiques, toujours avec des menaces, des insultes, de la violence morale d'une façon générale - en une journée, simplement pour que le Président de la république puisse l'annoncer lors de son allocution sur la réforme des retraites ? Voilà qui en dit long sur l'indépendance de certaines

présidences d'université !

Un gouvernement qui grave dans la loi le fait que la « violence légitime » des forces de l'ordre n'a plus à s'encombrer de devoirs, qui se refuse à sanctionner – et encore moins freiner - ses séides qui tabassent les adhérents syndicaux qui participent au service d'ordre ; un tel gouvernement n'a pas à s'étonner que sa propre violence conduise à des gestes de désespoir. Votre gouvernement, Madame la ministre, prépare à grands pas la mise en place d'un contrôle antidémocratique d'une société fracturée entre nantis et prolétariat, et toutes vos actions, madame la ministre, semblent se rattacher à ce schéma.



Déclaration Sud Recherche au sujet de la sortie d'EPE de l'université Grenoble Alpes

Nous assistons aujourd'hui à un non-évènement, sauf à considérer que le fait que Grenoble ait dégainé avant Saclay présente un intérêt quelconque. Il était clair dès le lancement des EPE que la plupart des "expériences" n'avaient d'autre but que de créer un grand établissement, s'affranchissant encore plus des règles qui s'imposent aux universités, en particulier en matière de démocratie, de cadre national des diplômes, de sélections ou de frais d'inscriptions. C'est la casse de l'outil universitaire considéré en tant que service public à destination de l'ensemble de la population.

Car aucun grand établissement, quelles que soient les promesses qui seraient faites lors de sa création, ne peut garantir qu'il n'y aura pas de dérive en la matière.

Aucune surprise donc, juste la constatation que les dirigeants de l'ESR sont de plus en plus les complices de la violence sociale au travers de la destruction systématique de tout ce qui est collectif, ouvert et démocratique.